

Après la Deuxième Guerre mondiale, le Canada avait accru sa productivité de 2.5 p. 100 chaque année. Je peux vous dire où nous en sommes aujourd'hui, en me fondant non pas sur mes propres données mais plutôt sur celles du ministre d'État chargé du Développement économique (M. Johnston). La semaine dernière, dans un discours à Montréal, il a dit:

• (1240)

Commençons par la productivité... bien que le niveau absolu de productivité au Canada soit élevé, notre taux d'augmentation de la productivité a été, c'est le moins qu'on puisse dire, déplorable, puisqu'il est resté autour de zéro de 1974 à 1982.

Rien de plus juste. Notre pays n'a connu aucune croissance. Nous avons perdu des emplois parce que notre productivité, depuis 1970, n'a cessé de diminuer. Et cette observation n'est pas inspirée par le simple esprit de parti.

Qu'est-ce que la productivité? Qu'on me permette de prendre un moment pour expliquer les dimensions du problème. Prenons 10,000 tonnes de minerai brut à faible teneur, de l'ouest du Labrador, que nous avons enrichi et que nous transportons, par chemin de fer, 226 milles plus au sud, à Sept-Îles. La moitié de ce chargement est envoyée 750 milles en amont, par la voie maritime du Saint-Laurent, jusqu'au sud-ouest de l'Ontario où l'on fabrique des Chevrolet Citation. Une automobile fera les 750 milles de voie maritime plus les 266 milles de chemin de fer jusqu'à Labrador City pour être vendue. L'autre moitié du chargement est expédiée à 14,800 milles, au Japon, où l'on en fait des Toyota Corolla. Une de celles-ci parcourt les 14,800 milles puis les 266 milles de chemin de fer et est vendue à Labrador City pour \$1,300 de moins que sa concurrente canadienne. Il suffit de 30.8 heures pour fabriquer cette automobile au Japon, pratiquement sans aucun défaut, alors qu'il en faut 59.9 dans le sud-ouest de l'Ontario. Je ne veux pas m'en prendre à la seule industrie automobile canadienne, car nous sommes tous coupables. C'est une situation que le gouvernement a laissé se développer. La productivité est la faiblesse la plus flagrante de notre économie. Les dirigeants d'entreprise et les syndicats doivent se réunir, car ces derniers doivent participer au processus. On le mentionne dans le discours du trône, et j'en félicite le gouvernement, même si c'est 15 ans trop tard, car c'est à ce moment-là que notre productivité a commencé à baisser.

J'en sais un peu quelque chose, comme les autres députés, car je viens d'une famille où la boîte à lunch était un titre de gloire. Les travailleurs doivent toujours être traités avec dignité. Personne ne collaborera à l'augmentation de la productivité si cela doit se traduire par la perte d'un emploi. Personne ne collaborera dans ces conditions. La productivité doit être reconnue et récompensée. Une fois de plus, je félicite le ministre d'État chargé du Développement économique. Dans son discours, il a su reconnaître le vrai problème lorsqu'il a dit que la faiblesse résidait dans le régime fiscal. Ce régime a nuí considérablement à la petite entreprise. Il a diminué l'esprit d'entreprise et contrecarré toute augmentation de la productivité.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** La production de ces automobiles représente des emplois, la productivité représente des emplois. C'est de cela qu'il s'agit. Cela ne leur entre pas dans le ciboulot. Mais il faut être juste; nous apprenons maintenant que les ministres ne sont pas maîtres en tout. Ils se font élire mais les gars brillants

du cabinet du premier ministre mènent la barque. La productivité est la clé de notre croissance économique.

Notre activité de recherche et de développement a fléchi au cours de la même période: de 1.35 p. 100 du PNB à 1.16 p. 100. Nous sommes le seul pays de l'OCDE où le secteur public a décidé de réduire ses efforts de recherche et développement afin de favoriser dans le secteur privé un climat propice à cette activité. Nous dépensons moins pour la recherche et le développement que tous les autres pays civilisés du monde occidental, à l'exception de l'Islande et, que saint Patrice me pardonne, l'Irlande. Si, dans le même temps, nous avions fait autant que les Japonais, les Autrichiens, les Hollandais et les Français, si nous avions accru notre pourcentage du PNB d'un point, nous aurions créé 800,000 nouveaux emplois et récolté presque 20 milliards de dollars de ventes de biens manufacturés; voilà ce que cela aurait signifié.

Certaines personnes appartenant aux rouges gouvernementaux ont fait des déclarations que le premier ministre devrait écouter à mon avis: celles notamment de M. Larkin Kerwin, président du Conseil national de recherches du Canada, une éminente personnalité canadienne. Le ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie aurait intérêt à lire ses propos. Nombreux sont les fonctionnaires qui savent ce dont il retourne. Il y a quelques années de cela, dans un discours qu'il avait prononcé au sujet du programme visant à doubler d'ici à 1985 les efforts du gouvernement et du secteur privé au chapitre de la recherche et du développement, M. Kerwin a déclaré que, si le Canada se donnait cette peine, nos difficultés seraient d'un autre ordre, et notre souci serait de nous dépasser, bref que nous aurions des problèmes de gens riches. D'après lui, le niveau de nos exportations atteindrait des sommets tels, nos réserves d'énergie, renouvelables pour la plupart, seraient si importantes, et notre devise tellement forte, que nous nous retrouverions acculés à réduire ces exportations, comme c'est le cas des Japonais. Il a cependant ajouté qu'il préférerait de loin être aux prises avec des difficultés de cet ordre que d'avoir à régler les problèmes provoqués par la stagnation actuelle qui paralyse l'économie canadienne.

Les perspectives qui s'offraient à une génération entière de nos jeunes gens ont disparu, car nous avons gravement négligé les domaines des sciences et de la technologie et de la recherche et du développement. Je connais une entreprise ouest-allemande dont le personnel affecté à la recherche et au développement industriels est supérieur au nombre de Canadiens occupés à ces mêmes activités; 94 p. 100 des brevets d'invention qui ont été accordés au Canada depuis une dizaine d'années sont allés à des étrangers. Il s'agit là de matière grise. Nos jeunes Canadiens sont tout aussi doués. Ils ne tiennent pas à gaspiller leur potentiel à défricher des forêts: ils veulent occuper des emplois utiles et nécessaires dans leur quartier ou collectivité.

A cette fin, il conviendrait de mettre sur pied un programme d'envergure de recyclage de la main-d'œuvre conçu par des gens qui comprennent bien les besoins des diverses disciplines industrielles. Nous devons résolument nous attaquer grâce aux efforts concertés et sérieux du gouvernement, du patronat et de la main-d'œuvre à la mise en œuvre d'un programme ambitieux de recyclage le plus généreux et le mieux conçu dont une